

L'eau, la grande oubliée de la diplomatie internationale

par Chantal Jouanno

La question de l'eau devrait être enseignée comme « étude de cas » dans toutes les universités ou grandes écoles en charge de former nos futurs dirigeants. Depuis des années, ce sujet m'inspire une grande perplexité.

La planète Terre devrait être rebaptisée la planète Mer puisque les surfaces d'eau en représentent plus des deux tiers. L'homme est composé à 65 % d'eau, 97 % pour un fœtus de 2 mois, et ne peut survivre plus de deux à trois jours sans eau. L'eau est donc le socle premier de notre vie et de l'équilibre de notre écosystème. L'eau sale est la première cause de mortalité dans le monde, seuls 10 % de nos concitoyens en sont conscients. Les diarrhées, choléras, typhoïdes, polios... dues à l'eau sale tuent 15 personnes par minute dans le monde, dont la moitié d'enfants. La guerre est un piètre tueur face à l'eau sale.

Et pourtant, il n'existe aucune organisation des Nations unies spécifiquement en charge de la question de l'eau – 28 agences suivent partiellement cet enjeu.

Et pourtant, nos grands dirigeants ont longuement tergiversé avant de reconnaître que l'accès à l'eau et à l'assainissement est consubstantiel des droits de l'homme. Je me souviens du Forum mondial de l'eau à Istanbul en 2009. Lorsque j'ai annoncé à mes équipes de diplomates que j'allais réclamer la reconnaissance de ce droit, ils m'ont hautainement répondu que je me mettrais au ban de la diplomatie...

“ Pourquoi l'eau qui devrait être un bien public mondial, un fondement du principe des Nations unies, est-elle reléguée au ban du droit international – dans un silence coupable ? ”

Et pourtant, la question de l'accès à l'eau et à l'assainissement est un « sous-sous objectif » des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). A chaque revue des OMD nous constatons tristement qu'une partie du monde s'enfonce dans la pauvreté. Résultat peu surprenant puisque la cause première de

la pauvreté et de la mortalité n'a jamais été traitée.

Pourquoi l'eau qui devrait être un bien public mondial, un fondement du principe des Nations unies, est-elle reléguée au ban du droit international – dans un silence coupable ? Ce silence est-il le reflet de notre incapacité à relever ce défi ? Il faudrait selon l'Organisation mondiale de la santé mobiliser 18 milliards de dollars chaque année. L'OCDE évalue la contribution de la communauté internationale à 7,4 milliards – la France étant le 5ème contributeur mondial. Nous sommes loin des sommes requises. Rappelons-nous, cependant, que le budget annuel de la PAC en Europe est de l'ordre de 50 milliards d'euros... Quant aux solutions techniques ou organisationnelles pour répondre aux besoins d'assainissement, elles sont disponibles. Nous pouvons donc résoudre la question de l'eau.

Ce silence marque-t-il la longue attente d'un défi en voie d'être résolu ? Le rapport du Conseil d'analyse stratégique France 2025 laisse peu d'espoir. 30 % de la population mondiale manquera d'eau en 2025. Le rapport de la Banque Mondiale, Turn down the heat de Rachel Kyte, alerte : la disponibilité en eau sera le problème majeur de l'Afrique et du Sud de l'Asie. La combinaison de ce manque de disponibilité en eau et des changements climatiques se traduirait par une perte de 30 % des rendements agricoles, dans un monde où 95 % de la croissance démographique d'ici 2050 se produira dans les



Chantal JOUANNO

pays en développement. La question de l'eau est un défi pour l'équilibre mondial dans les prochaines années.

Par cynisme, nos étudiants pourraient conclure que la communauté internationale s'est très bien accommodée de ce drame silencieux et de ces inégalités tant qu'elles ne menaçaient pas l'équilibre mondial et la prospérité des uns. Par réalisme tout aussi cynique, ils ajouteraient que l'ampleur des enjeux à venir amènera les grands de ce monde à réviser leurs positions. Et tout particulièrement l'Europe puisque 90 % de nos voisins du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord seront touchés par cette « grande pénurie ». ●

